

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CHARENTE LIMOUSIN

204 route du lac Melot
ZE La Braconne
16600 Mornac

Références : 2026 105 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007201536

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SUEZ sis ZE La Braconne 16600 Mornac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale et nationale concernant le sujet de la maîtrise du risque incendie dans le secteur du déchet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CHARENTE LIMOUSIN
- Z.E. de La Braconne 16600 Mornac
- Code AIOT : 0007201536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation et est classé IED sous la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remplacement des émulseurs par des non fluorés	Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan des zones à risque	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Comportement au feu du bâtiment papier	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.4.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.5.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rétention stockage de déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.2.4	Demande d'action corrective	15 jours
11	Dépotage carburant	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.4.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Moyens de lutte incendie à côté du stockage de carburants	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.4.8	Demande d'action corrective	3 mois
13	Rétention dépotage carburant	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.4.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	PDI	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
15	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
16	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
17	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
18	Petits îlots	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		22/12/2023, article 1 et 9		
20	Entreposage des batteries	Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article 6-VI	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
21	État des stocks	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
22	Entreposage des déchets combustibles ou inflammables	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.2.1	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.4	Sans objet
10	Stockage de fuel et gazole	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.4.1.1	Sans objet
19	Organisation liée au REX	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever des non-conformités majeures pour garantir la maîtrise du risque incendie et de la prévention des pollutions.

En outre pour les points importants tels que détaillés dans le rapport d'inspection, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé. L'exploitant dispose de 15 jours pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire.

Une inspection de récolement aura lieu au courant de l'année 2026 au vu des enjeux associés aux écarts observés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remplacement des émulseurs par des non fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/1021 du 20/06/2019, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : <p>La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de L'article 4.</p> <p>Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles</p> <p>Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.
Constats : <p>Sur site, l'exploitant dispose de ressources émulseurs (un bidon de 200 litres) raccordés à la lance pré-connectée à une réserve d'eau de 300 m³ et à une moto-pompe (zone DIS).</p> <p>Les émulseurs présents sur site sont de l'AQUAFIL AF-3S. La fiche de données de sécurité (FDS) a été présentée. La FDS ne donne pas d'indication particulière sur les taux en PFAS présents dans l'émulseur. En revanche, la documentation technique précise que « Aquafilm est hautement biodégradable et il est fabriqué conformément à la norme « C6 composés fluorés », répondant aux exigences du programme de gestion du PFOA de l'EPA de 2010/2015 ».</p> <p>L'exploitant précise que l'émulseur va être remplacé prochainement. Le bon de commande est passé et la livraison interviendra au T1 2026.</p> <p>En sus lors de la visite terrain, il a été constaté que l'émulseur était correctement stocké sur rétention et à l'abri des intempéries.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier que l'émulseur présent sur site, au regard des dispositions du règlement Européen en termes de teneurs en PFAS, a bien été remplacé par un produit conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives de matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'une sinistre.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens adaptés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des zones à risque couvrant l'ensemble de l'établissement est présent dans le plan de défense incendie (PDI) du site mis à jour en novembre 2024.</p> <p>Ce plan recense en outre les zones de stockage des différentes matières et différents déchets présents sur site. Le plan précise également les zones à risques : électrique, incendie, explosion (Ex), radioactif (pour l'isolement des déchets ayant déclenché le portique de radioactivité du site) ... Toutes les zones associées à des risques toxiques et/ou d'épanchement de produits / déchets susceptibles de conduire à une pollution des sols ne sont pas répertoriées.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été relevé que les zones à risque d'explosion (ATEX notamment) n'étaient pas matérialisées. L'exploitant a précisé qu'une refonte du sujet était en cours (cf. point de contrôle ultérieur du présent rapport).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre à jour le plan des zones à risque sur son site pour y répertorier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les risques toxiques et/ou d'épanchement de produits / déchets susceptibles de conduire à une pollution des sols ; - la classification précise des zones ATEX présentes sur site (0,1, 2 pour les vapeurs/gaz (G) et 20, 21, 22 pour les poussières (D)).

Enfin suivant ce même délai, l'exploitant est tenu de procéder à la matérialisation des zones à risque sur site (ATEX...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Comportement au feu du bâtiment papier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <p>Le local à risque incendie est le bâtiment de stockage papier. Il présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux stockés : papiers en balles, - murs extérieurs : la structure porteuse est en poteau acier avec une tenue au feu de 15 minutes. Sur les façades sud, ouest et nord, les parois sont monocomposantes en parpaing de degré coupe feu de 2 h sur toute sa hauteur. Sur la façade est, la paroi est multicomposante avec un mur en parpaing de degré coupe-feu de 2h sur toute sa hauteur sur 3 m de long de part et d'autre de la zone ouverte centrale de 19 m de long. - portes et fermetures : la paroi sud comprend 3 portes de quai de surface totale de 57,46 m². La paroi nord a 1 porte de quai de 13,86 m² de surface. La paroi ouest possède 1 porte de 3,96 m² de surface qui n'a aucune incidence sur les résultats de la simulation. La paroi est ne comporte pas de porte. - toitures et couvertures de toiture : la toiture est métallique simple peau. - cantonnement : le stockage des balles de papiers est réalisé en masse sur 2 îlots. Chaque îlots fait 60 m de largeur sur 6,5 m de longueur sur 4,4 m de hauteur. Entre les racks, les allées font 12 m de large. Le volume réel de stockage est de 3 432 m³. <p>Constats :</p> <p>Le plan de 1^{re} intervention pompiers mis à jour en novembre 2024 consigne bien la présence de « murs coupe-feu » (sans précision du degré coupe-feu associé) et plus particulièrement au niveau du bâtiment 4 : stockage de balles papier cartons. Les 4 façades de ce bâtiment sont considérées coupe-feu sur le plan.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les murs de ce bâtiment étaient coupe-feu 2h. De plus lors de la visite du bâtiment, l'inspecteur a relevé que des trous sont présents en de nombreux endroits des murs coupe-feu ; cette situation remet en cause l'intégrité des murs et de fait, son degré coupe-feu dont il convient de préciser les termes.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que les caractéristiques exigées coupe-feu 2h des murs du bâtiment papier sont bien respectées ; - reboucher l'ensemble des trous présents dans les murs coupe-feu du bâtiment papier et ce, par des matériaux qualifiés coupe-feu.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé concernant ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'au moins un accès en permanence pour permettre à tout moment l'intervention du SDIS.
Constats : L'établissement dispose de trois accès : accès principal, accès pompier-parking VL et PL et un accès secondaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local.
Constats : Préalablement à l'inspection, le rapport de vérification de la société DESAUTEL datant du 06/06/2025 pour le désenfumage a été présenté. Les bâtiments dotés d'exutoires de désenfumage sont les suivant selon ce rapport : atelier mécanique, bâtiments administratifs, bâtiment annexe papiers, coffret bâtiments annexe papiers, atelier papier et bâtiment papier. Le rapport précise que : - les treuils de deux exutoires (entourage de la trémie) de l'atelier mécanique sont en train de se détacher ;

<p>- une recherche de panne doit être faite au niveau des exutoires du coffret 2 dépôt papier.</p> <p>L'exploitant précise que les anomalies ont été corrigées sans en apporter la justification. Globalement, le prestataire conclut à un état de fonctionnement correct du désenfumage.</p> <p>Par contre, le rapport de contrôle ne détaille pas la conformité de l'installation de désenfumage par rapport au critère sus-cité des 2 %. Il convient d'y remédier.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a bien été relevé que les commandes manuelles de désenfumage du bâtiment papier étaient bien situées à proximité d'issues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que toutes les anomalies affectant le désenfumage (cf. rapport DESAUTEL de 2025) ont bien été résorbées ; - justifier que les installations de désenfumage respectent bien, pour chaque secteur, le critère réglementaire des 2 % rappelé ci-dessus.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1, - d'extincteurs portables répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, - de Robinets d'Incendie Armés, - de réserves d'eau avec motopompe et tuyaux et pouvant alimenter des lances. <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une évaluation D9 établie pour les surfaces de référence hall papiers et balles papiers. Le besoin en eau d'extinction est fixé à 150</p>

m³/h pendant deux heures soit 300 m³.

Pour répondre à ce besoin, l'exploitant précise disposer d'une réserve sur site de 300 m³ disponibles pour les pompiers et de trois poteaux incendie publics situés directement à proximité des installations et délivrant les débits suivants : 85, 80 et 85 m³/h sous 1 bar (données 2025). L'exploitant dispose donc d'une ressource disponible suffisante pour garantir un volume d'eau de 300 m³ pour deux heures.

S'agissant des moyens spécifiques présents sur site, plusieurs ont été constatés par sondage sur site. En outre :

1) Concernant les RIA et les extincteurs, un contrôle a été réalisé par la société DESAUTEL le 13/10/2025. Aucune anomalie particulière n'a été réalisée en dehors du remplacement de 3 extincteurs ; ce qui a été fait au vu des indications fournies.

2) Concernant les réserves d'eau pour permettre de lutter contre un incendie avec des lances, l'exploitant dispose :

- d'une réserve incendie de 300 m³ avec motopompe et dévidoir / lance raccordés ;
- d'une berce incendie de 5 m³ et motopompe autonome au milieu du site avec lance intégrée ;
- d'une réserve incendie de 10 m³, associée à deux lances (raccordée à un surpresseur électrique).

Plusieurs essais de bon fonctionnement des matériels suivants - un RIA du bâtiment papier et moto-pompe associée à la réserve de 300 m³ - ont été réalisés et se sont avérés concluants

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées de façon à prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Constats :

Le calcul découlant de la règle D9A évalue le besoin pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie à 787 m³.

Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence de deux lagunes étanchées par une géomembrane intègre. La capacité des deux lagunes étanches est a minima de 800 m³, ce qui permet de garantir un confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Lors de la visite des installations, il a été testé :

- le bon fonctionnement manuel de manœuvrabilité d'une des deux vannes situés en amont des pré-décanteurs / lagunes ; celui-ci s'est avéré concluant ;
- le bon fonctionnement de l'arrêt d'urgence manuel de la pompe de relevage permettant le transfert des effluents de la dernière lagune étanche vers le milieu naturel ; celui-ci s'est également avéré concluant.

En cas d'incendie, l'exploitant précise que la pompe de relevage est arrêtée manuellement pour éviter le transfert des eaux d'extinction d'incendie au milieu naturel. L'inspection a relevé, eu égard au dernier exercice incendie (voir point de contrôle ultérieur), que la gestion du confinement est largement perfectible. Ainsi, il apparaît nécessaire d'asservir l'arrêt de la pompe de relevage à la détection incendie du site (cela permettra à l'exploitant de répondre à la prescription requérant de disposer d'un dispositif automatique d'obturation).

Concernant le contrôle de l'étanchéité/intégrité des réseaux de transfert des eaux d'extinction d'incendie, l'inspection constate qu'aucun contrôle interne des tuyauteries (par exemple par inspection télévisuelle) n'est réalisé dans les réseaux pour s'assurer de leur étanchéité/intégrité telle qu'attendue. Il convient d'y remédier.

Enfin concernant la limitation de la propagation d'un incendie par des écoulements enflammés provenant des zones de stockage de carburant (GNR, gasoil) et de déchets liquides inflammables, aucune disposition particulière n'a été mise en place (par exemple de type siphons coupe-feu...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- programmer un contrôle complet des réseaux enterrés de son établissement pour s'assurer que les tuyauteries susceptibles de transiter des eaux d'extinction d'incendie sont bien intègres et étanches. En cas de défaut observé, l'exploitant devra mettre en place les actions correctives ad hoc pour y remédier ;
- coupler l'arrêt de la pompe de relevage des effluents vers le milieu naturel, à la détection incendie du site ;
- mettre en place, au plus près des installations de stockage de produits et des zones d'accueil de déchets inflammables, des dispositifs physiques pour limiter la propagation d'un incendie par des écoulements enflammés.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé pour les deux derniers points supra.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Par sondage, plusieurs vérifications appelées par la prescription ont été examinées par l'inspection :

1) Concernant la vérification des caméras thermiques présentes sur site, l'exploitant a présenté une fiche d'intervention pour un contrôle daté du 12/02/2025 et effectué par la société SES. Les asservissements en lien avec la détection sur élévation de température ont été contrôlés. Aucune observation n'a été formulée dans le cadre de ce contrôle.

2) Concernant le contrôle des installations électriques, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du 14/02/2025 réalisée par l'APAVE. 3 observations sont formulées.

Le rapport de vérification consigne que toutes les installations électriques n'ont pas été contrôlées ; en effet, la continuité à la terre des réceptions notée inaccessibles n'a pu être vérifiée.

De plus, il est considéré « sans objet », de la part de l'APAVE, la nécessité de disposer :

- du plan des locaux avec indication des locaux à risque particulier ;
- des déclarations CE de conformité et notices des matériels utilisés en zone ATEX.

Pour les cas supra, l'inspection rappelle que toutes les installations électriques doivent être contrôlées tous les ans et qu'au regard des enjeux associés à l'établissement sur les sujets incendie/explosion, des plans et les justificatifs de conformité ATEX doivent être disponibles et transmis au contrôleur.

L'exploitant a déclaré que la thématique ATEX était en cours de refonte sur le site de Mornac.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- communiquer au contrôleur des installations électriques l'ensemble des pièces requises pour réaliser son contrôle (plan des zones à risque, notices de conformité ATEX...) ;
- faire réaliser un contrôle complémentaire des installations électriques non vérifiées en 2025 ;
- transmettre à l'inspection, les justificatifs que les matériels électriques et non électriques présents en zone ATEX sont bien certifiés ATEX et adaptés à la classification de la zone dans laquelle ces matériels sont implantés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention stockage de déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Les deux zones de stockages des déchets dangereux liquides et pâteux sont munies chacune d'une rétention conforme aux prescriptions de l'article 7.4.1.

L'aire de chargement/déchargement est étanche et forme une rétention après obturation du réseau de collecte des eaux pluviales.

Constats :

Lors de la visite des installations, les zones de stockage de déchets pâteux et liquides étaient associées à des rétentions.

<p>En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone de stockage de déchets liquides inflammables est associée à une rétention enterrée maçonnée spécifique de 20 m³ ; - une zone de stockage de déchets liquides corrosifs est associée à une rétention enterrée maçonnée spécifique de 20 m³ ; - une zone de stockage de déchets liquides divers (la compatibilité physico-chimique des déchets entre eux n'a pas été vérifiée par l'inspecteur) est associée à une rétention assurée par le revêtement de la voirie ceinturée par des réhausses maçonnées. Cette rétention donne sur un point bas avec une vanne vue ouverte lors de l'inspection.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de garantir le maintien fermé de la vanne donnant sur le réseau pluvial permettant d'assurer la rétention de la zone de stockage de déchets liquides divers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 10 : Stockage de fuel et gazole

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.4.1.1</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le dépôt se trouve à moins de 6 mètres d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Si des bâtiments voisins touchent le mur, le dépôt sera surmonté d'un auvent incombustible et pare-flammes de degré 1 heure, sur une largeur de 3 mètres en projection horizontale à partir d'un mur séparatif.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, une cuve de 9000 L de fuel et d'une cuve de gasoil de 50 m³ sont présentes ; celles-ci sont situées à plus de 6 mètres de tout combustible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Dépotage carburant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.4.4.3</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après la mise à la terre des camions citernes.</p>

<p>... L'installation de distribution ou de remplissage doit être équipée d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil et permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de carburants ainsi que sa mise en sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence d'une prise de terre pour les camions au niveau de chacune des aires de dépotage du secteur GNR et gasoil.</p> <p>Un arrêt d'urgence au niveau des zones de dépotage est également présent. Un essai de bon fonctionnement a permis de constater que la percussion de l'arrêt d'urgence (AU) permet de couper instantanément l'alimentation électrique de la zone dépotage. Le dispositif d'AU n'est associé à un report d'alarme permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de coupler le recours à l'arrêt d'urgence de la zone de dépotage des carburants, à une alarme visuelle et sonore permettant d'alerter l'agent d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Moyens de lutte incendie à côté du stockage de carburants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 8.4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer, pour la protection contre l'incendie des dépôts de fuel et de gazole et des installations de distribution, au moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore, - un extincteur homologué 233B, - pour l'aire de distribution et à proximité des bouches de remplissages des réservoirs, d'une réserve de produit absorbant incombustible facilement accessible, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par un couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries,
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des zones de dépotage, il a bien été relevé la présence de plusieurs extincteurs de classe 233B ainsi que d'une réserve de produit absorbant. En revanche, aucun moyen d'application dudit absorbant (pelle...) n'était présent à proximité.</p>

De plus, l'inspection a relevé qu'aucun système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique et/ou sonore n'était présent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de : - doter les réserves d'absorbant présentes au niveau des aires de dépotage de carburant, de moyens d'application (pelles...) ; - ajouter un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique et/ou sonore.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Rétention dépotage carburant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement routier ... sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été relevé que les aires de dépotage de GNR et de gasoil ne sont pas associées à une rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé, sous trois mois, de doter les aires de dépotage de GNR et de gasoil d'une rétention conforme en termes de dimensionnement. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à cet effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation

dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
 - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
 - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant a transmis un plan de 1^{re} intervention pompiers daté du 27/04/2023 et mis à jour le 28/11/2024.

Ce plan précise :

- les contacts en lien avec la gestion de crise ;
- les informations opérationnelles sur l'établissement (consignes générales, horaires, effectifs) ;
- les moyens de secours disponibles (RIA, poteaux incendie publics, réserves...) sans que toutefois n'apparaissent les systèmes de détection incendie/caméras thermiques présents sur site ;
- le détail des installations par bâtiment ainsi que leurs caractéristiques ;
- divers plans et cartographies des zones à risques et des stockages réalisés sur site ;

- un plan des réseaux aqueux du site détaillant les ouvrages pour le confinement des eaux d'extinction (deux bassins) et les systèmes d'isolement (vannes) associés ;
- les quantités maximales stockées par secteurs sont détaillées ainsi que les caractéristiques des stockages (combustible, comburant...).

L'exploitant a transmis également un autre plan de localisation des moyens d'urgence datant de mai 2017. Ce document semble encore en vigueur malgré le plan de 1^{re} intervention supra. Or, ces deux documents ne sont pas en phase pour plusieurs données, par exemple (liste non exhaustive) :

- sur ce document, il est question d'une réserve de 300 m³ alors que sur le plan de 2024, il est évoqué 200 m³ ;
- sur ce document, il est question que l'une des deux lagunes pour le confinement des eaux d'extinction fasse 400 m³ et non 450 m³ comme sur le plan de 2024.

Pour être pleinement conforme au PDI réglementaire, il est nécessaire d'ajouter les éléments suivants :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'ensemble des moyens de détection et de prévention incendie à intégrer à un plan unique ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- le plan des réseaux aqueux du site à jour ainsi que les procédures opérationnelles en lien avec la réalisation des opérations pour le confinement des eaux d'extinction ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de disposer d'un PDI conforme aux exigences réglementaires et de proscrire le foisonnement de documents opérationnels sur site pouvant contenir des informations divergentes.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à cet effet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.

Constats :

Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 13/10/2025 portant sur le scénario suivant : « fumigènes à fumées froides simulant un départ de feu dans la cour papier - extinction avec RIAs en local et motopompe site - évacuation et mise en sécurité du site - pilotage de l'évacuation via le nouveau panneau d'organisation du point de rassemblement ».

L'exercice s'est globalement bien passé avec des axes d'amélioration identifiés (cf. ci-dessous). Le point négatif de l'exercice est relatif au fait que « la vanne d'isolement du site n'a pas été fermée. Oubli par les salariés et le responsable d'évacuation ». L'exploitant précise à ce sujet, qu'une sensibilisation réactive a eu lieu sans que cela n'ait été tracé dans le compte-rendu.

Actions à améliorer	Responsable	Échéance
Former les cadres, RCT et chefs d'équipe à la maîtrise au panneau d'évacuation	IPR	2026
Trouver une organisation des moyens humains afin d'avoir du monde au bon endroit pour éteindre / gérer la motopompe et les tuyaux	RCT/RCS	2025
Fournir des étiquettes conformes coté Graphipub + Faire commander les fiches réflexes accidents humains	IPR	2025
Acheter un moyen pour descendre le matériel de connexion (lance, raccord, etc) pour qu'il soit déplaçable par un piéton	RCT	2025
Proposer un regard critique / une formation sur comment dérouler les tuyaux / les réenrouler de manière efficace avec notre chauffeur Mr DEMARLIE Philippe pompier volontaire	IPR	2025

Actions définies par l'exploitant suite à l'exercice de 2025

Concernant le déploiement des actions du tableau supra, dont les échéances étaient identifiées à 2025, l'exploitant précise que ces actions ont dérivé dans le temps et qu'elles seront prochainement déclinées.

Par ailleurs, l'exploitant a justifié que les personnels du site avaient suivi une formation « EPI - manipulation des extincteurs - ESI - RIA / SUEZ ». La formation a été dispensée le 22/03/2024. Cette formation permet de répondre à l'attendu réglementaire en matière de manipulation des moyens de première intervention du site.

L'exploitant a précisé que les intervenants extérieurs n'étaient pas formés particulièrement à la manipulation des moyens de premières interventions eu égard au nombre limité d'intervenants extérieurs sur site (autres que les chauffeurs).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de :

- justifier que l'ensemble des actions identifiées lors de l'exercice incendie du 13/10/2025 ont bien été déclinées ;
- mettre en place un plan d'actions spécifiques pour garantir et justifier que les procédures en lien avec le confinement des eaux d'extinction soient connues et appliquées par l'ensemble du personnel ;
- former l'ensemble des intervenants de sociétés extérieures à la conduite à tenir sur site en cas de sinistre et s'assurer que ces intervenants sont bien formés à la manipulation de moyens de première intervention ;
- réaliser un exercice incendie en appliquant le PDI mis à jour (cf. point de contrôle précédent).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction

automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Constats :

Sur site, il n'existe pas de système d'extinction automatique d'incendie.

La détection incendie sur site couvre, selon les dires de l'exploitant, la quasi-totalité des zones où se trouvent les zones combustibles et inflammables ; le dispositif de détection est constitué par des caméras thermiques à poste fixe (avec des seuils impliquant des alertes de l'exploitant fixés à 300 °C sur les horaires de fonctionnement du site et à 80 °C en dehors des heures de fonctionnement).



Écran de supervision accessible depuis les bureaux des caméras du site dont les caméras thermiques

L'exploitant précise toutefois que la détection incendie va être renforcée sur site en 2026 au niveau des zones de métaux et du stockage de balles en intérieur. Un montant de 80 k€ est prévu

à cet effet.
En cas d'atteinte des seuils indiqués ci-dessus, une alerte de l'exploitant et de la société de télésurveillance (Luxan Technologie) est effective tant durant et hors heures ouvrées.
Compte tenu de l'absence permanente de personnel, l'exploitant a déclaré qu'en cas d'absence de possibilité de visualiser les installations à distance, une personne compétente et connaissant les installations pourrait être mobilisée et intervenir sur site en 15 minutes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier du respect de la prescription ci-dessous : « en cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. II. - L'exploitant détermine les consignes concernant : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
Constats : Aucune présence permanente (y compris hors heures ouvrées) n'est effective sur le site.

En effet, le personnel exploitant est présent sur site jusque au plus tard 17h30 du lundi au vendredi.

L'exploitant a précisé qu'une ronde était réalisée en fin de journée avant la fermeture des installations au moyen d'une caméra thermique portative (relevés de température réalisés pour l'ensemble des stockages sujets à des points chauds). Ces relevés ont été présentés à l'inspecteur pour des périodes de 2025 vues par sondage. Aucune anomalie particulière n'a été relevée.

Lors de la visite des installations, un relevé de température a été réalisé à la demande de l'inspection au niveau de la zone de stockage des batteries. Aucun point chaud n'a été constaté. En revanche, l'étiquette indiquant la limite de validité métrologique de la caméra thermique indiquait « contrôle à réaliser avant 08/2025 ». L'exploitant a indiqué oralement que le contrôle avait bien été réalisé sans que l'étiquette afférente n'ait été remplacée. Pour justifier de la validité métrologique des relevés de température réalisés depuis août 2025, l'exploitant doit apporter des éléments de preuve.

L'exploitant a également déclaré que globalement les derniers arrivages peuvent se faire 15 à 20 minutes avant la fermeture du site à 17h30 chaque jour. L'exploitant ne réalise aucune ronde particulière deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; ce point est un axe en cours d'étude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que la caméra thermique utilisée pour les rondes quotidiennes pour constater l'absence d'échauffement au niveau des zones d'entreposage de déchets, a bien été contrôlée en août 2025. Le PV métrologique est à remettre.

Enfin, il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place des rondes pour garantir une surveillance de l'ensemble des zones de stockage de déchets, deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. Sur ce point, un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, articles 1 et 9

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à 10 m³ si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m³ sinon ;
- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne,

<p>peinture, piquet, mur...) ;</p> <p>- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.</p> <p>Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion des îlots de stockage dont la notion de « petits îlots » est en cours de réflexion globale au niveau de l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de transmettre un justificatif de conformité aux dispositions réglementaires sus-citées et, le cas échéant, de mettre à jour l'étude de dangers du site pour démontrer l'acceptabilité de la maîtrise des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 19 : Organisation liée au REX

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>

Constats :

L'exploitant dispose d'un outil interne, SYNERGIE, qui permet de faire la remontée des incidents en lien avec la sécurité, l'environnement, etc. de tous les sites qu'il exploite.

Chaque lundi matin, tous les responsables (agences, environnement...) se réunissent pour faire le point sur les remontées de la semaine écoulée. Ces réunions permettent d'aborder le caractère déclaratif ou non auprès de l'administration des événements survenus la semaine précédente.

Lors de la visite, une extraction a été présentée des incidents sur Mornac :

- pour le mois de décembre 2025, 16 remontées ont été faites sur l'outil SYNERGIE ;
- depuis le 01/01/2026 jusqu'au jour de l'inspection, 23 remontées ont été faites sur l'outil SYNERGIE.

L'inspection n'a identifié aucun événement pouvant être redevable d'une déclaration d'incident en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Entreposage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article 6-VI

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des batteries

Prescription contrôlée :

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Constats :

L'exploitant est autorisé à stocker 80 tonnes de batteries sur site sans distinction par type de batteries (plomb, lithium, Ni/Cd...). L'exploitant précise ne pas admettre de batteries lithium sur site du fait que le groupe SUEZ ne propose aucune solution de traitement de ces dernières.

Lors de la visite des installations, il a été constaté (cf. photo ci-dessous) que les stockages de batteries étaient réalisés dans un secteur n'empêchant pas les entrées d'eau. Les batteries sont stockées également dans des géoboxs sans que la zone ne soit associée à une rétention.



Entreposage des batteries sur site dans des conditions non-conformes

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de garantir que le stockage des batteries sur site soit réalisé dans les conditions requises pour répondre aux exigences réglementaires supra. À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets

Prescription contrôlée :

[...]

En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant.

<p>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise à date, un inventaire mensuel des quantités de déchets présents sur site.</p> <p>L'exploitant précise travailler sur la possibilité de répondre aux exigences réglementaires supra pour disposer d'un état des stocks fiables mis à jour pour les déchets dangereux chaque jour et pour les déchets non dangereux toutes les semaines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de disposer d'un état des stocks répondant aux exigences réglementaires supra. À cet effet, un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 22 : Entreposage des déchets combustibles ou inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des îlots</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>[...]</p> <p>Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion des îlots de stockage est en cours de réflexion globale au niveau de l'établissement.</p> <p>Toutefois lors de l'inspection, il a été relevé globalement que les hauteurs de stockage étaient bien inférieures à 6 mètres.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de transmettre un justificatif de conformité aux dispositions réglementaires sus-citées et le cas échéant, de mettre à jour l'étude de dangers du site pour démontrer l'acceptabilité de la maîtrise des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>